

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 25 SEPTEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 19 septembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 25 septembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Suzy CASSAR donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,
Brigitte LIMODIN donne pouvoir à Bertrand BONNAMOUR.

Absents non excusés :

Denis COLLET,
Mihrican AVCI,
Umus PERRONE,
Thomas GIRARD.

Il est rappelé aux membres du Conseil Municipal que par délibération en date du 03 avril 2023 la gestion du camping municipal de Nantua a été confiée à la SARL OLYDEA « le Signal » sous contrat d'affermage pour un an à compter du 15 avril 2023.

Faute d'investissements structurants au fil des années, le camping et ses installations ne sont plus conformes aux attentes de la clientèle et ne permettent pas d'assurer le développement du chiffre d'affaires. Une nécessaire requalification est à envisager.

Afin de restructurer au mieux ce camping, la commune de Nantua a mandaté le bureau AMB conseil pour la réalisation d'un plan de développement.

L'étude se déroulera en plusieurs phases, avec dans un premier temps un diagnostic de l'existant, qui permettra de convenir d'un plan d'actions afin de prioriser la réalisation des investissements.

Le montant de la prestation, d'un mois environ, est de 5 170 € HT (6 204€ TTC), financés à hauteur de 50 % par la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Dépenses		Recettes	
Équipements	Montant HT	Origine	Montant HT
Etude de requalification du camping municipal – Le Signal	5 170€	Région Auvergne-Rhône-Alpes	2 585 €
		Autofinancement	2 585 €
TOTAL HT		TOTAL HT	5 170 €

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** le plan de financement proposé ;
- **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part des 50 % qui ne sera pas subventionnée
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer le dossier de subvention auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes correspondant et à signer tout document y afférant

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.